Institut du Québec

Montréal : boulet ou locomotive?

L'importance de la métropole pour l'économie du Québec

Un partenariat entre

Le Conference Board du Canada

HEC MONTRÉAL

RAPPORT NOVEMBRE 2014

Président
Raymond Bachand

Directrice
Mia Homsy

Directeur de la recherche
Robert Gagné

À propos de l'Institut du Québec

Issu d'un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

Institut du Québec

Un partenariat entre
Le Conference Board du Canada
HEC MONTRÉAL

Institut du Québec
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7
institutduquebec.ca
@InstitutduQC

Montréal : boulet ou locomotive? L'importance de la métropole pour l'économie du Québec
Alan Arcand, Robert Gagné, Mia Homsy, Jérôme Lussier

Pour citer le rapport : Arcand, Alan, Robert Gagné, Mia Homsy et Jérôme Lussier. *Montréal : boulet ou locomotive? L'importance de la métropole pour l'économie du Québec*. Montréal : Institut du Québec, 2014.

© Institut du Québec, un partenariat entre Le Conference Board du Canada et HEC Montréal, 2014
Publié au Canada | Tous droits réservés | Entente nº 40063028 | *Constituée en société sous le nom d'AERIC Inc.

MDLe Conference Board du Canada et le logo de la torche sont des marques déposées du Conference Board, Inc. Nos prévisions et travaux de recherche reposent souvent sur de nombreuses hypothèses et différentes sources de données. Ils présentent donc des risques et des incertitudes inhérents à ce genre de travail et ne doivent pas être perçus comme des sources de conseils spécifiques en matière de placement, de comptabilité, de droit ou de fiscalité.

Préface

Le monde traverse actuellement une période d'importants changements. Certaines réalités contemporaines — un marché mondial, de nouvelles préoccupations sociales et environnementales, la concurrence internationale pour les capitaux et le savoir — forcent le Québec à changer ses façons de faire, alors même que l'état précaire de ses finances limite sa marge de manœuvre. Des politiques originales, modernes et intelligentes s'imposent.

Les grandes villes jouent un rôle central et essentiel dans ces transformations nécessaires. Elles sont à l'avant-garde des évolutions sociales et économiques et offrent un terreau fertile pour l'élaboration des solutions aux problèmes de notre époque. Montréal porte cette responsabilité pour le Québec.

L'étude que nous publions aujourd'hui n'a pas l'ambition d'apporter toutes les solutions aux difficultés actuelles de la métropole. Elle vise toutefois à jeter un éclairage nouveau et rigoureux sur la place unique qu'occupe Montréal dans l'économie du Québec ainsi qu'à sensibiliser tous les acteurs politiques et économiques — de Montréal à Québec et dans toutes les régions — à la nécessité de donner à Montréal les moyens de jouer pleinement son rôle.

Un changement de paradigme est nécessaire. Il est possible. Et tous devraient y contribuer.

Raymond Bachand, président

Mia Homsy, directrice

TABLE DES MATIÈRES

xi **RÉSUMÉ**

15 Introduction

17 Montréal : cœur et moteur économique du Québec

17 Un nouveau rôle incontournable pour les villes

19 L'importance de Montréal pour le Québec

24 Un « effet locomotive » pour Montréal?

29 Une locomotive au ralenti

29 Le retard de Montréal face aux autres grandes villes du pays

36 Simulation : si Montréal faisait aussi bien que la moyenne canadienne?

39 Un nécessaire changement de paradigme

42 Conclusion

RÉSUMÉ

Montréal : boulet ou locomotive? L'importance de la métropole pour l'économie du Québec

Aperçu

- La contribution de la région métropolitaine de Montréal au PIB, aux recettes fiscales, aux investissements directs étrangers et aux brevets déposés dépasse son poids démographique.
- Il existe un lien de convergence entre la croissance de Montréal et celle du reste du Québec : la performance économique de Montréal « tire » celle du reste du Québec. Cet « effet locomotive » de Montréal est le deuxième en importance de toutes les grandes villes du Canada.
- Montréal sous-performe en matière de croissance, démographie, innovation, taux de diplomation universitaire, déménagements d'entreprises et revenu par habitant.
- Si Montréal avait connu une croissance économique équivalente à la moyenne canadienne au cours des 25 dernières années, l'économie du Québec serait beaucoup plus vigoureuse, même en dehors des régions métropolitaines, où le PIB par habitant serait plus élevé de 2 780 $.

Vous pouvez consulter ce document ainsi que d'autres publications du Conference Board à l'adresse www.e-library.ca

L'importance économique des grandes villes n'a cessé d'augmenter au cours des 20 dernières années, alimentée par l'immigration internationale, le libre-échange et l'émergence des technologies de l'information.

De nombreuses études prévoient que, dans le contexte économique contemporain marqué par une concurrence mondiale pour les capitaux, les idées et les conditions économiques les plus favorables, le rôle des villes sera appelé à devenir encore plus important.

Pour l'année 2013, avec 49 % de la population du Québec, la région métropolitaine de Montréal a contribué pour plus de 53 % au PIB du Québec, de même que plus de 50 % des impôts personnels payés et 53 % des investissements étrangers directs. Montréal est, incontestablement, au cœur de l'économie québécoise.

S'il est reconnu que Montréal a une importance capitale pour l'économie du Québec, la présente étude fait la démonstration empirique qu'il existe un lien de convergence entre la croissance de Montréal et celle du reste du Québec. En effet, la performance économique de Montréal « tire » celle du reste du Québec, qui se trouve ainsi à rattraper la région montréalaise au fil du temps. C'est « l'effet locomotive » de Montréal, le deuxième en importance de toutes les grandes villes du Canada. Aucune autre région ne possède une capacité comparable de tirer l'économie du Québec vers l'avant.

Ainsi, contrairement à certaines idées reçues, les intérêts économiques de Montréal et des régions ne s'opposent pas. Au contraire, ils convergent.

Malgré ses forces et ses attraits indéniables, Montréal présente toutefois des carences économiques importantes quand on la compare aux autres grandes villes du Canada. Croissance, démographie, innovation, déménagements d'entreprises, revenu par habitant : le portrait et les tendances des dernières années ne sont pas roses pour la métropole

québécoise. Or, en raison de la convergence entre sa performance économique et celle des autres régions du Québec, tout le monde s'appauvrit quand Montréal ralentit.

Si Montréal avait connu une croissance économique équivalente à la moyenne canadienne au cours des 25 dernières années, l'économie du Québec serait beaucoup plus vigoureuse, en particulier en dehors des régions métropolitaines.

Le titre de cette étude pose une question simple : Montréal est-elle un boulet ou une locomotive pour le Québec? La réponse devrait être limpide et incontestable : Montréal est une puissante locomotive. Mais elle sous-performe, au détriment de tout le Québec.

Que faire dans les circonstances? La réponse touche tant le gouvernement du Québec que les décideurs montréalais.

À Québec, les décideurs doivent reconnaître l'importance incontournable de la métropole pour l'économie de toute la province et en tenir compte dans l'élaboration des politiques publiques. Il s'agit d'un changement de paradigme majeur qui implique bien plus qu'un statut de métropole pour Montréal.

Concrètement, ce changement de paradigme consiste à :

- reconnaître l'importance incontournable de la métropole pour l'économie du Québec et élaborer des politiques publiques en conséquence;
- renoncer à l'automatisme du « mur-à-mur », tant sur le plan de l'exercice des compressions en cours que sur celui de la mise en œuvre de nouveaux programmes;
- considérer la région métropolitaine de recensement de Montréal comme une entité économique intégrée plutôt que comme un assemblage incohérent de régions administratives, notamment quand vient le temps de présenter des données économiques, des politiques de développement et des plans d'action; et
- adopter une stratégie qui privilégie l'intérêt économique supérieur du Québec en identifiant certains secteurs prioritaires et en évitant un saupoudrage généralisé d'aides publiques.

À Montréal, les leaders devront faire leur part et faire usage des ressources existantes de manière optimale. Des gains d'efficacité sont possibles. Dans le contexte budgétaire actuel, il n'est pas réaliste pour Montréal d'espérer une nouvelle manne financière de la part du gouvernement du Québec.

À court terme, Montréal devra donc faire mieux avec moins, notamment :

- en améliorant sa gestion des fonds publics;
- en améliorant ses infrastructures névralgiques; et
- en adoptant une stratégie de développement économique qui identifie certains secteurs prioritaires vers lesquels seront principalement dirigées les aides publiques.

Cette étude démontre que loin d'être prisonniers d'un jeu à somme nulle, la région de Montréal et le reste du Québec ont tout à gagner à unir leurs forces pour favoriser la croissance et la santé économiques de tous les Québécois. Le constat est implacable. L'analyse est rigoureuse. Le temps est venu de passer à l'action.

Introduction

La situation de Montréal occupe bien des esprits depuis plusieurs années.

D'un côté, on célèbre les forces indéniables de la métropole : sa vitalité artistique et créatrice, son histoire riche et unique, sa diversité culturelle, ses espaces verts et sa qualité de vie.

Montréal compte quatre saisons fortes, l'un des plus grands orchestres du monde, des festivals de musique, de danse, d'humour et de théâtre de tout premier plan, des entreprises majeures, certaines industries de pointe, trois équipes de sport professionnel, quatre universités, des chefs qui innovent, des chercheurs et des cinéastes qui rayonnent, des événements sportifs de grande envergure, des grappes industrielles importantes, des parcs et des jardins vivants. Son art de vivre et sa personnalité distincte s'expriment dans l'Est et dans l'Ouest, du Mile-End au Mont-Royal, en passant par le Quartier latin, le centre-ville et La Petite-Patrie — le tout dans un cadre exceptionnellement vert, accueillant et sécuritaire.

Peu de villes d'Amérique, voire du monde, peuvent en dire autant.

Et pourtant, Montréal inquiète.

On déplore le piètre état de ses infrastructures. On dénonce la collusion et la corruption qui ont infecté certains contrats publics. On cherche des solutions au gouffre de ses finances et à l'alourdissement du fardeau des contribuables. On se désole de sa structure politique inefficace. On constate l'exode de ses citoyens. On s'attriste des fermetures d'entreprises, du départ de sièges sociaux et du ralentissement économique. Ces problèmes ont fait l'objet de plusieurs études et rapports au fil des ans.

Montréal représente-t-elle un fardeau pour le reste du Québec, ou est-elle plutôt son poumon? Sur le plan économique, Montréal agit-elle comme un boulet ou comme une locomotive?

Certaines des solutions proposées dépendent de la volonté des élus montréalais, mais d'autres, parmi les plus importantes, exigent la collaboration des autres ordres de gouvernement.

Vu de Québec ou d'Ottawa toutefois, le dossier de la métropole peut s'avérer délicat. On présente parfois les intérêts de Montréal et ceux des autres régions comme étant opposés. Pour certains, s'occuper de Montréal équivaut à négliger les régions. Un certain courant de l'opinion publique force ainsi les élus à choisir leur camp — pour Montréal et contre les régions, ou l'inverse — avec les conséquences politiques que l'on devine. Les calculs résultant de cet arbitrage n'ont pas toujours mené aux meilleurs choix.

Derrière cette tension récurrente, une question essentielle se profile : Montréal représente-t-elle un fardeau pour le reste du Québec ou est-elle plutôt son poumon? Affaiblit-on la prospérité des régions pour entretenir les attraits et les ambitions de la métropole, ou nuit-on à Montréal à force de diriger les ressources à l'extérieur de la métropole?

Sur le plan économique, Montréal agit-elle comme un boulet ou comme une locomotive? Pour accroître la prospérité du Québec et favoriser la santé économique de tous les Québécois, faut-il hausser ou réduire l'aide publique à Montréal?

Ce sont les questions auxquelles la présente étude tente de répondre.

Montréal : cœur et moteur économique du Québec

Un nouveau rôle incontournable pour les villes

Les grandes villes sont responsables d'une part importante de la croissance économique au pays. Dans une étude datant de 2006, le Conference Board du Canada avait calculé que dans sept des dix provinces canadiennes, plus de 40 % de l'activité économique était attribuable à une ou deux régions métropolitaines de recensement (RMR)[1]. En 2013, cette réalité valait pour neuf des dix provinces du pays, incluant le Québec, où la région de recensement de Montréal contribue à 53 % du PIB de la province[2].

L'importance des villes n'a cessé d'augmenter au cours des 20 dernières années. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène, notamment l'immigration internationale fortement concentrée dans les grandes villes, qui accroît la demande intérieure et stimule la croissance; le déclin des secteurs primaire et secondaire et l'essor des services; le libre-échange; et l'émergence des technologies de l'information[3].

1 *Hub Cities*, CBdC, 2006.

2 Telle que définie par Statistique Canada, la région métropolitaine de recensement de Montréal comprend les villes de Laval et de Longueuil, de même que les municipalités des banlieues nord et sud de Montréal (voir www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/fogs-spg/Facts-cma-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CMA&GC=462). À moins d'indication contraire, toutes les références à la ville ou à la région de Montréal dans cette étude font allusion à la région métropolitaine de recensement de Montréal.

3 *Hub Cities*, CBdC, 2006.

Dans le contexte économique contemporain, il est probable que les milieux urbains renforcent encore davantage leur rôle d'incubateur de croissance et de développement.

Dans le contexte économique contemporain marqué par une concurrence mondiale pour les capitaux, les idées et les conditions économiques les plus favorables, il est par ailleurs probable que les milieux urbains renforcent encore davantage leur rôle d'incubateur de croissance et de développement. L'innovation à venir — ou déjà en cours — pourrait en effet naître en milieu urbain, en raison notamment d'une nouvelle approche collaborative qui fait des zones densément peuplées les nouveaux districts d'innovation par excellence.

Dans une étude récente de l'institut Brookings[4], les chercheurs Bruce Katz et Julie Wagner décrivent ainsi l'émergence de ces nouveaux districts d'innovation urbains :

> Au cours des 50 dernières années, la géographie de l'innovation était dominée par des endroits comme Silicon Valley — des corridors de banlieues où se juxtaposent des parcs industriels isolés les uns des autres, accessibles uniquement par voiture, qui misent peu sur la qualité de vie ou sur l'intégration du travail, du logement et des loisirs.
>
> Un nouveau modèle urbain, complémentaire, émerge actuellement, que nous appelons les « districts d'innovation ». [...] Depuis quelques années, un nombre croissant d'entreprises innovantes et de travailleurs talentueux choisissent de migrer et de cohabiter dans l'espace compact et riche en services des quartiers centraux des grandes villes. Plutôt que de construire sur de nouveaux terrains, des entreprises prestigieuses dans les industries du savoir installent leurs opérations névralgiques à proximité d'autres compagnies, de laboratoires de recherche et d'universités pour pouvoir échanger des idées et pratiquer « l'innovation ouverte ».

4 *The Rise of Innovation Districts: A New Geography of Innovation in America,* Brookings Institute, 2014.

> [...] Les districts d'innovation constituent une évolution radicale par rapport au développement économique traditionnel. Contrairement aux efforts de revitalisation urbaine traditionnels, qui mettent l'accent sur les aspects commerciaux du développement (logement, commerce, stades sportifs), les districts d'innovation améliorent la compétitivité globale de leur ville en faisant naître des entreprises, des réseaux et des industries qui engendrent une prospérité largement distribuée.
>
> [...] Ils y parviennent en donnant une fondation solide à la commercialisation des idées et à la création ou l'expansion d'entreprises et d'emplois grâce à la proximité et la collaboration. Ils sont à la fois un moyen de générer de nouveaux revenus et d'utiliser plus efficacement les infrastructures existantes.

La preuve n'est plus à faire : les villes jouent un rôle essentiel pour l'économie de leur région, et ce rôle est appelé à devenir encore plus important à l'avenir. Les élus et les gouvernements qui valorisent la prospérité durable doivent donc demeurer vigilants quant à la santé économique des villes dont ils sont responsables.

L'importance de Montréal pour le Québec

Avec environ 3,98 millions d'habitants, la région métropolitaine de Montréal est la deuxième en importance au Canada. Elle représente approximativement 48,9 % de la population du Québec, qui comptait 8,14 millions d'habitants en 2013.

Or, la contribution économique de la région métropolitaine de Montréal dépasse son poids démographique en 2013, la dernière année pour laquelle les données sont disponibles. La région de Montréal a ainsi généré plus de 53 % du PIB du Québec — une proportion qui oscille entre 52 % et 54 % depuis plusieurs années.

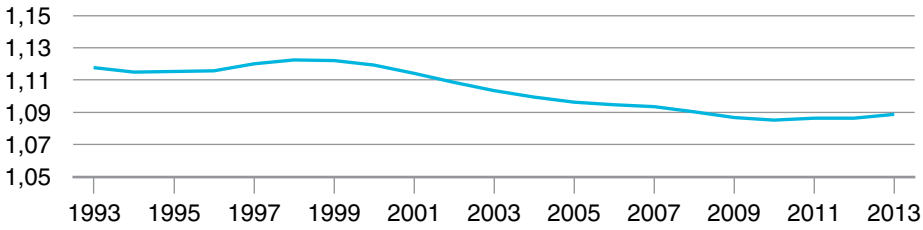
Ainsi, dans la mesure où la région métropolitaine de Montréal a contribué pour 53,4 % au PIB du Québec avec 48,9 % de sa population, chaque habitant de Montréal a donc « donné son 109 % » à l'économie

Comme toutes les grandes villes du pays, Montréal fait plus que sa part pour la prospérité québécoise : en 2013, cette contribution supplémentaire de Montréal au PIB du Québec équivaut à près de 14 G$.

du Québec en 2013. Comme toutes les grandes villes du pays, Montréal participe considérablement à la prospérité québécoise : en 2013, cette contribution supplémentaire de Montréal au PIB du Québec équivaut à près de 14 G$.

Comme l'indique le graphique 1 ci-dessous, la contribution au PIB du Québec par habitant de Montréal n'a jamais été de moins de 108 % au cours des 20 dernières années.

Graphique 1
Contribution par habitant au PIB du Québec, RMR de Montréal, 1993-2013
(en %)



Source : Le Conference Board du Canada.

Cette contribution majeure de la région métropolitaine de Montréal à l'économie québécoise se reflète également au chapitre des impôts payés par les particuliers. La région de Montréal a ainsi payé plus de 50 % des impôts sur le revenu des particuliers de la province en 2013. En matière d'impôts payés par habitant, la région de Montréal n'a jamais contribué pour moins que 102 % de son poids démographique, comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous.

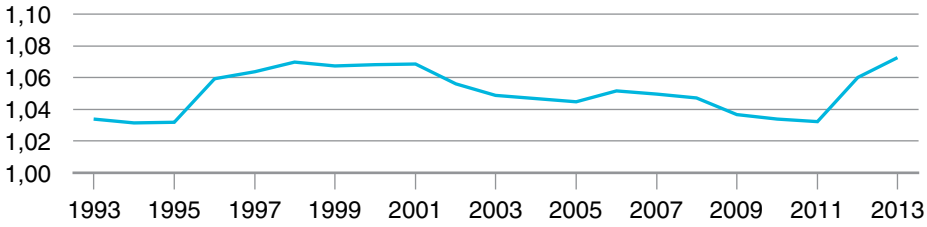
Sans surprise, la région de Montréal est aussi responsable d'une proportion considérable de l'innovation technologique au Québec, comme en témoigne la part de brevets québécois enregistrés à Montréal par rapport au reste du Québec au cours des dernières années.

Avec près de 75 % des brevets enregistrés entre 2008 et 2012, Montréal constitue le pôle scientifique et technologique incontesté du Québec. C'est essentiellement par l'entremise de Montréal que le Québec participe à l'économie du savoir.

Graphique 2

Contribution par habitant aux impôts sur le revenu des particuliers au Québec, RMR de Montréal, 1993-2013

(en %)



Source : Le Conference Board du Canada.

En effet, avec 366 des 490 brevets (près de 75 %) enregistrés par le Québec entre 2008 et 2012, Montréal constitue le pôle scientifique et technologique incontesté du Québec. C'est donc essentiellement par l'entremise de Montréal que le Québec participe à l'économie du savoir.

Les grandes villes jouent également un rôle essentiel pour attirer les investissements étrangers directs, lesquels contribuent de façon importante à la prospérité et à la croissance économique des régions voisines[5].

Montréal ne fait pas exception à la règle : la métropole a attiré en moyenne 52,9 % des investissements étrangers au Québec de 1999 à 2013[6].

5 Alan Arcand. *The Role of Canada's Major Cities in Attracting Foreign Direct Investment*, Conference Board du Canada, 2012.

6 Comme les données sur les investissements étrangers sont souvent partielles (elles mesurent seulement les flux financiers transfrontaliers et non l'investissement au sens économique), elles doivent être utilisées avec prudence.

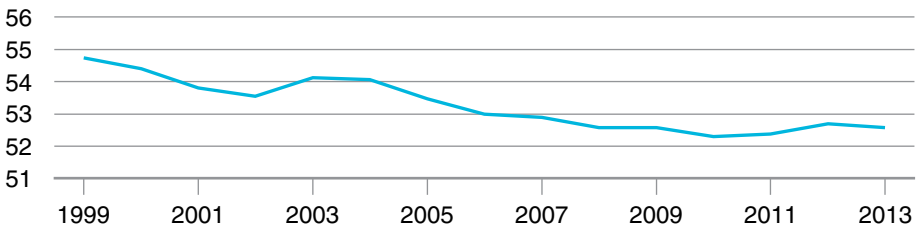
La performance de Montréal au chapitre des investissements étrangers directs est d'autant plus remarquable que de 1999 à 2013, la proportion des investissements étrangers directs accaparés par le secteur minier a doublé au Canada, passant de 10 % à 20 %, alors même que celle des hydrocarbures passait de 7 % à 16 %[7].

Cette forte croissance des secteurs miniers et pétroliers a dirigé des milliards de dollars d'investissements hors des régions densément peuplées. Mais comme l'indique le graphique 3 ci-dessous, la part des investissements étrangers directs visant Montréal n'a diminué que de 2 % environ pendant cette période.

Graphique 3

Proportion des investissements étrangers directs au Québec visant la RMR de Montréal, 1999-2013

(en %)



Source : Le Conference Board du Canada.

En somme, comme le démontre le graphique 4 ci-dessous, la RMR de Montréal contribue davantage que sa part — soit 48,9 % de la population — à un grand nombre de mesures de l'activité économique du Québec[8].

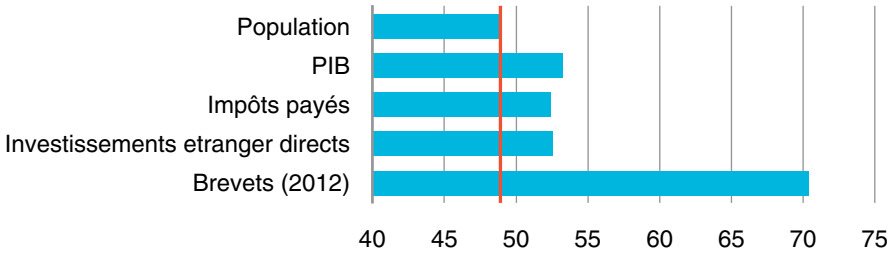
7 Alan Arcand. Idem.

8 Pour une comparaison semblable, voir « Créer un nouvel élan à Montréal », BMO/BCG, février 2014, p. 2-3.

Graphique 4

Contribution de la RMR de Montréal à diverses mesures de l'activité économique du Québec, 2013

(en %)



** La ligne rouge correspond à la part de Montréal dans la population du Québec.
Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec.

En somme, qu'il s'agisse de sa contribution au PIB du Québec, des impôts payés, de sa force d'innovation ou des investissements qu'elle attire, la région de Montréal joue un rôle central et incontournable dans l'économie québécoise.

Un « effet locomotive » pour Montréal?

S'il n'est plus nécessaire de faire la démonstration de l'importance disproportionnée de Montréal, quelques questions essentielles demeurent toutefois :

- Existe-t-il un lien entre la prospérité de Montréal et celle du reste du Québec, ou celles-ci sont-elles indépendantes?
- Si un tel lien existe, quel est-il? Dans quelle direction se manifeste-t-il?
- Est-il possible de démontrer que Montréal s'enrichit grâce aux régions, ou plutôt que Montréal contribue à la prospérité de ces dernières?

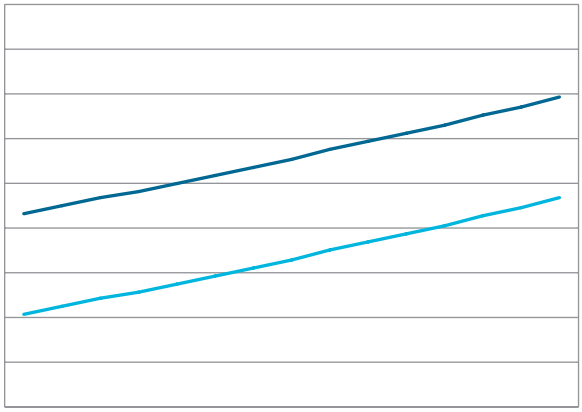
Les réponses à ces questions peuvent être obtenues grâce à des analyses statistiques basées sur le PIB par habitant de Montréal et celui du reste du Québec pour une période donnée.

Que révèlent donc les chiffres réels?

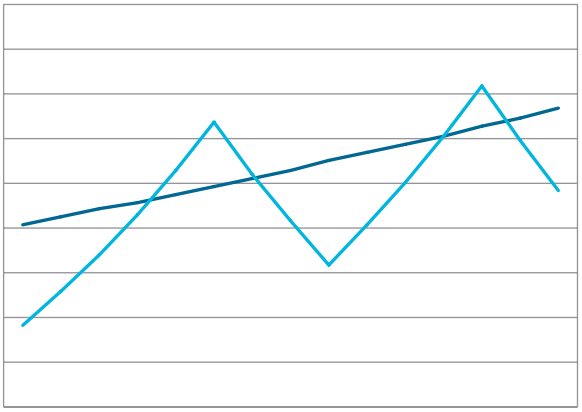
Il y a quelques années, le Conference Board du Canada a élaboré une méthodologie permettant d'identifier et de mesurer le lien entre la performance économique d'une métropole et le reste de sa province. Le graphique 5 illustre la relation entre la région de Montréal et le reste du Québec hors-RMR, selon l'analyse des plus récentes données disponibles :

Figure 1

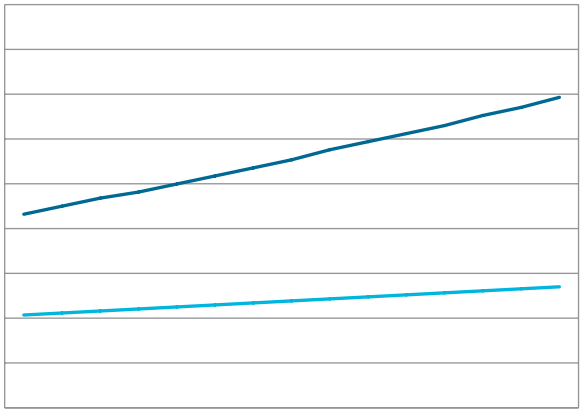
Quatre types de relations possibles entre la croissance économique de Montréal et celle du reste du Québec



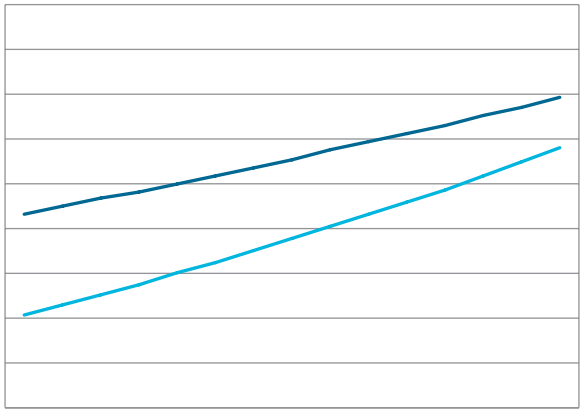
Progression parallèle : la croissance économique de Montréal et celle du reste du Québec avancent au même rythme. Montréal et le reste du Québec s'enrichissent donc simultanément, mais leurs niveaux de richesse ne convergent pas. Le reste du Québec ne rattrape pas Montréal, se contentant de suivre à une distance constante.



Progression aléatoire : la croissance économique de la région de Montréal et celle des autres régions du Québec ne sont pas liées. Selon cette hypothèse, la performance de Montréal n'a aucun effet discernable sur celle de l'économie des autres régions du Québec : la métropole et le reste de la province évoluent suivant des trajectoires indépendantes et imprévisibles.



Progression divergente : la croissance de Montréal et celle des autres régions divergent. Plus Montréal s'enrichit, plus le reste du Québec s'appauvrit. Dans ce scénario, les intérêts économiques de Montréal et ceux des autres régions s'opposent : la croissance de l'un nuit à l'autre.



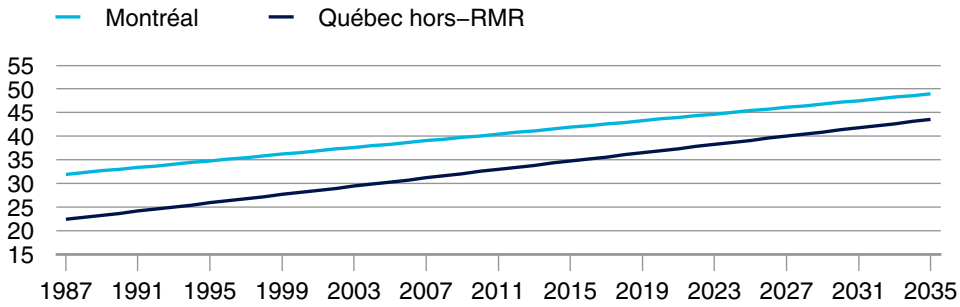
Progression convergente : la performance économique de Montréal tire vers l'avant celle du reste du Québec, qui rattrape la région montréalaise au fil du temps. La croissance de la métropole profite alors à tout le Québec : les intérêts économiques de Montréal et des régions ne s'opposent pas. Au contraire, eux aussi convergent.

Comme le démontre le graphique 5, la relation entre la prospérité de la région de Montréal et celle du reste du Québec hors-RMR est de nature convergente[1]. Elle correspond donc à l'hypothèse de convergence décrite précédemment : la prospérité de Montréal et celle du reste du Québec ne sont pas prisonnières d'un jeu à somme nulle. Les régions du Québec profitent de la croissance de Montréal.

Graphique 5

PIB réel par habitant, région de Montréal et Québec hors-RMR (1987-2013 et projection 2014-2035)

(000 $ de 2007)



Source : Le Conference Board du Canada.

L'analyse du Conference Board ne se limite pas à identifier la nature de la relation. En attribuant à différentes villes canadiennes un coefficient de convergence — qu'on pourrait traduire par une mesure de leur « effet locomotive » —, il est possible de comparer le pouvoir de « traction » de différentes municipalités pour leurs régions respectives. Les résultats sont remarquables :

1 Le Québec hors-RMR exclut les régions métropolitaines de recensement de Montréal, Québec, Gatineau, Sherbrooke, Saguenay et Trois-Rivières.

Montréal arrive au deuxième rang des villes analysées pour la traction qu'elle exerce sur le Québec hors-RMR. Le coefficient de convergence de Montréal est plus de deux fois supérieur à celui de la ville de Québec et presque trois fois celui de Toronto.

Tableau 1
Coefficient de convergence, villes canadiennes sélectionnées (2014)

Ville	Effet locomotive
Calgary	**0,0032**
Montréal	**0,0011**
Vancouver	**0,0007**
Québec	**0,0005**
Toronto	**0,0004**
Ottawa-Gatineau	0,0001

Note : les caractères gras indiquent la convergence.
Source : Le Conference Board du Canada.

Comme l'indique le tableau 1, toutes les villes étudiées (à l'exception d'Ottawa-Gatineau) exercent un certain effet locomotive, c'est-à-dire qu'elles tendent, au fil du temps, à réduire l'écart de richesse qui les sépare des régions non urbaines de leur province. Les analyses de convergence indiquent que cet effet est unidirectionnel : les régions non urbaines profitent de la croissance économique des villes-locomotives, mais non l'inverse.

Par ailleurs, plus le coefficient de convergence est élevé, plus le « rattrapage » se fait rapidement. On constate ainsi que Montréal arrive au deuxième rang des villes analysées pour la traction qu'elle exerce sur le Québec hors-RMR. Le coefficient de convergence de Montréal est plus de deux fois supérieur à celui de la ville de Québec et presque trois fois celui de Toronto.

À la lumière des données précédentes, un constat clair se dégage : Montréal joue un rôle essentiel dans l'économie du Québec, tant par sa contribution disproportionnée à la richesse collective que par sa capacité unique à agir comme locomotive pour les régions non urbaines.

Dans la mesure où la vigueur économique de la région de Montréal profite ainsi à une part très importante de la population de la province, le gouvernement du Québec a la responsabilité de porter une attention particulière à la santé de sa métropole.

Une locomotive au ralenti

Au cours de la dernière décennie, l'économie de la région montréalaise a crû de 1,5 % par année en moyenne, soit le plus faible taux de croissance parmi les principales villes canadiennes.

Si l'importance de Montréal demeure indéniable pour l'économie du Québec, les données présentées sans la section 1 indiquent toutefois que cette contribution est en baisse depuis 15 ans. Par ailleurs, la comparaison de Montréal avec d'autres grandes villes n'est plus très reluisante.

Le retard de Montréal face aux autres grandes villes du pays

Si le rôle que joue Montréal au Québec est semblable, voire plus important, que celui joué par d'autres grandes villes du Canada dans leur province respective, la métropole québécoise traîne de la patte quand on la compare à ses homologues du reste du pays.

Comme le démontre le graphique 6 ci-dessous, Montréal avait le plus faible PIB par habitant de toutes les villes étudiées en 2013.

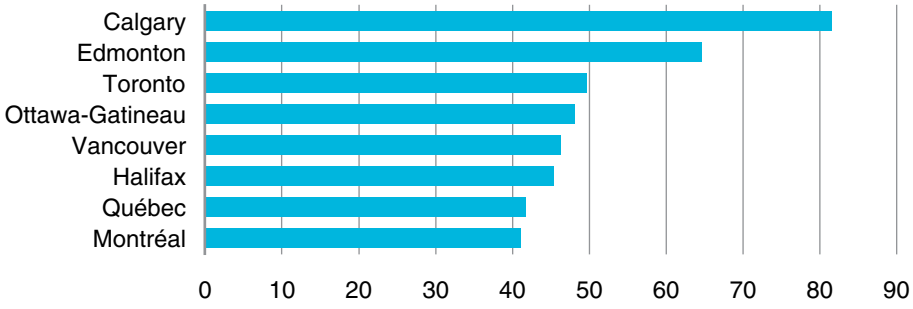
La situation n'est guère meilleure au chapitre de la croissance. Au cours de la dernière décennie, l'économie de la région montréalaise a crû de 1,5 % par année en moyenne, soit le plus faible taux de croissance parmi les principales villes canadiennes.

Même en omettant la croissance exceptionnelle de Calgary et d'Edmonton illustrée dans le graphique 7 ci-dessous, la croissance économique de Montréal, qui se chiffre à 1,5 %, est inférieure à la croissance moyenne des autres grandes villes analysées, soit Ottawa-Gatineau, Toronto, Québec et Vancouver.

Graphique 6

PIB/habitant, RMR sélectionnées, 2013

(000 $ de 2007)

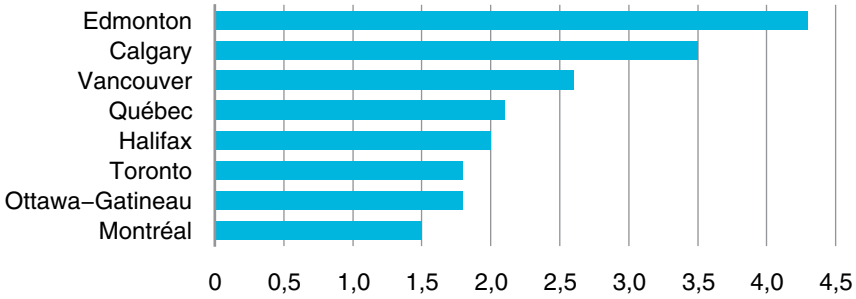


Source : Le Conference Board du Canada.

Graphique 7

Croissance annuelle moyenne du PIB, RMR sélectionnées (2004-2013)

(en %)



Source : Statistique Canada.

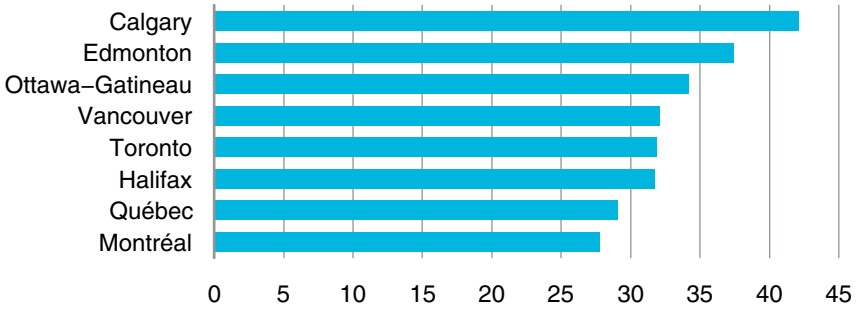
Le plus faible PIB par habitant de Montréal de même que sa timide croissance économique se traduisent aussi par un niveau de revenu disponible inférieur à celui des autres grandes villes du pays, comme l'indique le graphique 8 ci-dessous.

La situation n'est pas plus reluisante au chapitre de l'emploi. Comme le démontre le graphique 9 ci-dessous, la région de Montréal enregistrait en 2013 le deuxième taux de chômage le plus élevé des RMR du

Graphique 8

Revenu disponible par habitant, RMR sélectionnées (2013)

(000 $)



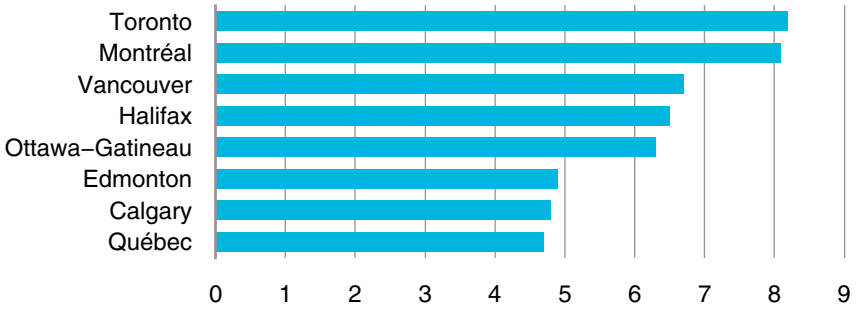
Source : Le Conference Board du Canada.

Canada, soit 8,1 %, tout juste derrière Toronto (8,2 %). Avec un taux de chômage de 4,7 % (le plus bas des RMR étudiées), la région de Québec se portait beaucoup mieux que celle de Montréal.

Graphique 9

Taux de chômage, RMR sélectionnées (2013)

(en %)



Source : Statistique Canada.

Alors même que Montréal joue un rôle déterminant en tant que locomotive de l'économie du savoir au Québec, sa performance par rapport à celles d'autres régions métropolitaines du Canada n'a rien

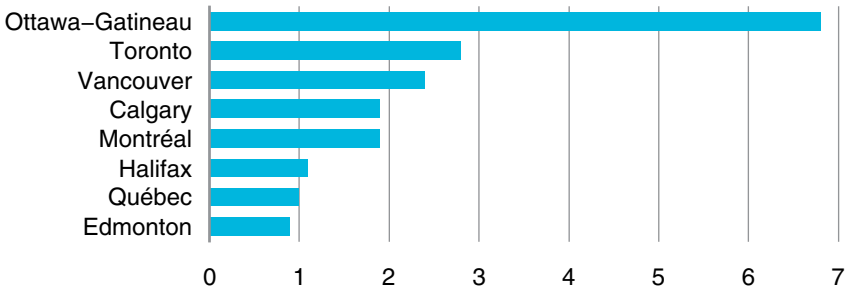
Bien que Montréal compte un très grand nombre d'étudiants universitaires, sa population de diplômés est plus faible que celles des autres grandes villes universitaires du Canada.

d'exceptionnel. À cet égard, si la métropole se taille la part du lion en matière d'innovation technologique au Québec, d'autres régions urbaines du Canada tirent encore mieux leur épingle du jeu.

Comme l'indique le graphique 10 ci-dessous, au chapitre du nombre de brevets enregistrés par habitant, Montréal partage la dernière place avec Calgary parmi les quatre plus grandes régions métropolitaines du Canada, soit Toronto, Montréal, Vancouver et Calgary.

Graphique 10

Nombre moyen de brevets enregistrés au USPTO par 100 000 habitants (2008-2012)



Sources : Le Conference Board du Canada; Institut de la statistique du Québec.

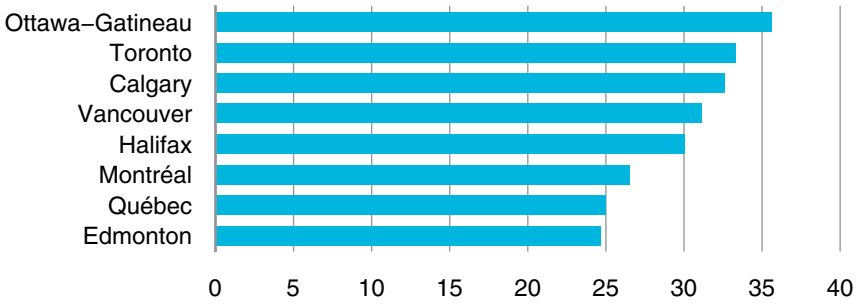
Cette performance relativement modeste n'est peut-être pas étrangère au fait que, bien que Montréal compte un très grand nombre d'étudiants universitaires, sa population de diplômés est plus faible que celles des autres grandes villes universitaires du Canada, comme le démontre le graphique 11 ci-dessous.

Deux facteurs peuvent expliquer ce phénomène : 1) les étudiants universitaires de Montréal abandonnent leurs études avant l'obtention de leur diplôme; ou 2) ils quittent la métropole une fois leur diplôme obtenu. Dans les deux cas, Montréal est perdante.

Graphique 11

Pourcentage de la population âgée de 25 ans et plus titulaire d'un diplôme de premier cycle universitaire, villes sélectionnées (2011)

(en %)



Source : Statistique Canada.

Encore une fois, Montréal arrive au dernier rang des principales régions métropolitaines du Canada. Avec 26,5 % de ses habitants âgés de 25 ans plus qui détiennent au moins un baccalauréat universitaire, la métropole québécoise est même déclassée par Halifax (30 %) au chapitre du pourcentage de diplômés de 25 ans et plus.

Au cours de la dernière décennie, Montréal a aussi connu l'un des plus faibles taux de croissance démographique parmi les régions métropolitaines du pays. En fait, comme le démontre le graphique 12 ci-dessous, seule Halifax a enregistré une plus faible croissance de sa population depuis 2004.

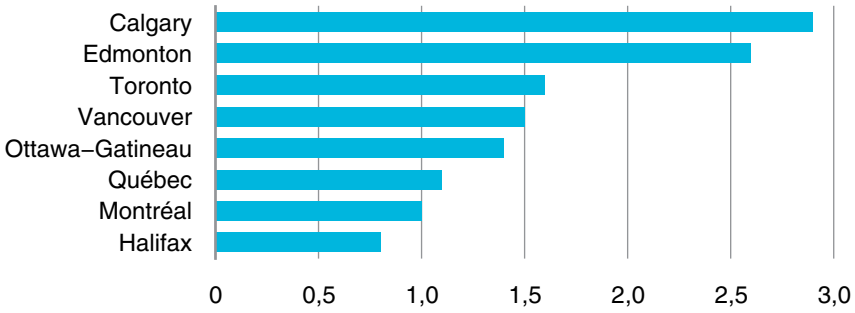
Avec une croissance démographique moyenne de 1 % par année depuis 10 ans, la croissance de la région de Montréal dépasse à peine celle du Québec pour la même période (0,9 %) et ce, en dépit du fait que Montréal accueille chaque année plus de 75 % des immigrants au Québec.

Pour mieux comprendre le contexte démographique de la région de Montréal, il est intéressant de présenter une ventilation des sources de sa croissance démographique au cours des 10 dernières années.

Graphique 12

Croissance démographique annuelle moyenne, RMR sélectionnées (2004-2013)

(en %)



Source : Statistique Canada.

Tableau 2

Croissance démographique annuelle moyenne de Montréal (2003-2004 à 2012-2013)

	Gain	Perte	Total
Accroissement naturel			
Naissances	43 010		
Décès		-25 922	
			+17 088
Migration internationale			
Immigrants	40 318		
Émigrants (retour)	3 960		
Émigrants (départ)		-6 324	
Émigrants temporaires		-2 036	
Résidents temporaires	3 932		
			+39 850
Migration interprovinciale			
Arrivée/départ du Québec		-6 303	-6 303
Migration intraprovinciale			

(à suivre…)

Sans l'apport de l'immigration — 40 318 nouveaux arrivants en moyenne, entre 2003 et 2013 —, Montréal arrive à peine à renouveler sa population.

Tableau 2 (suite)
Croissance démographique annuelle moyenne de Montréal (2003-2004 à 2012-2013)

	Gain	Perte	Total
Arrivée/départ de Montréal		-7 424	-7 424
Total	**91 220**	**-48 009**	**+43 211**

Sources : Le Conference Board du Canada; Statistique Canada.

La stagnation démographique relative de Montréal est illustrée de manière frappante par certains chiffres du tableau 2. Ainsi, si l'on additionne le nombre annuel moyen de Montréalais qui, entre 2003 et 2013

1. ont émigré à l'étranger (6 324 départs – 3 960 retours = 2 364);
2. ont quitté le Québec pour une autre province (6 303); et
3. ont quitté Montréal pour une autre région du Québec (7 424);

on obtient un total de 16 091 Montréalais ayant quitté annuellement la région métropolitaine pour l'étranger, une autre province ou une autre région du Québec. Or, ce nombre est à peine moins élevé que le nombre annuel moyen de nouveaux Montréalais dû à l'accroissement naturel de la population pendant la même période, soit 17 088. Autrement dit, sans l'apport de l'immigration — 40 318 nouveaux arrivants en moyenne par année, entre 2003 et 2013 —, Montréal arrive à peine à renouveler sa population.

Il n'y a pas que les individus qui quittent Montréal en grand nombre. Au cours des 15 dernières années, la métropole a aussi perdu un grand nombre de sièges sociaux, notamment au profit d'autres régions du Canada.

Comme l'indique le tableau 3, Montréal a perdu près de 30 % de ses sièges sociaux entre 1999 et 2012, dans le cadre d'un important déplacement de l'activité économique vers l'ouest du Canada. La région de Toronto a également souffert de ce changement de paradigme, mais avec la disparition de seulement 5 % de ses sièges sociaux, l'effet est

Montréal a perdu près de 30 % de ses sièges sociaux entre 1999 et 2012. La région de Toronto a également souffert, mais avec la disparition de seulement 5 % de ses sièges sociaux, l'effet est considérablement moindre.

considérablement moindre. Avec 1,5 million d'habitants de moins, la région de Vancouver compte maintenant autant de sièges sociaux que celle de Montréal[1].

Tableau 3
Nombre de sièges sociaux, RMR sélectionnées

	1999	2012	Différence
Calgary	93	133	40
Vancouver	77	95	18
Edmonton	14	23	9
Ottawa	12	18	6
Winnipeg	21	25	4
Halifax	4	6	2
Québec	13	14	1
Toronto	272	259	-13
Montréal	131	94	-37

Sources : Le Conference Board du Canada; Financial Post - Top 500 + Next 300 Large Corporations.

Croissance économique et démographique, innovation, déménagements d'entreprises, revenu par habitant : le portrait et les tendances des dernières années ne sont pas roses pour la métropole économique du Québec. Pour le bien-être de ses habitants et du Québec tout entier, Montréal doit relever la tête.

Simulation : si Montréal faisait aussi bien que la moyenne canadienne?

De 1987 à 2013, la croissance annuelle de l'économie montréalaise a été de 1,0 % en moyenne. Durant cette période, le PIB réel par habitant de Montréal est passé de 36 868 $ à 41 112 $. Dans les régions non

1 Notons cependant qu'en terme du nombre d'emplois dans les sièges sociaux par tranche de 100 000 habitants, le Grand Montréal se classe en troisième position derrière Toronto et Calgary en 2012, selon les dernières données de Statistique Canada.

urbaines du Québec, le PIB réel par habitant est passé de 27 547 $ à 32 414 $, notamment en vertu de l'effet locomotive de Montréal décrit précédemment.

Considérant que la performance économique de Montréal a été généralement inférieure à celle des autres grandes villes du Canada au cours des dernières années, la métropole n'a pas donné sa pleine contribution à l'économie du reste du Québec.

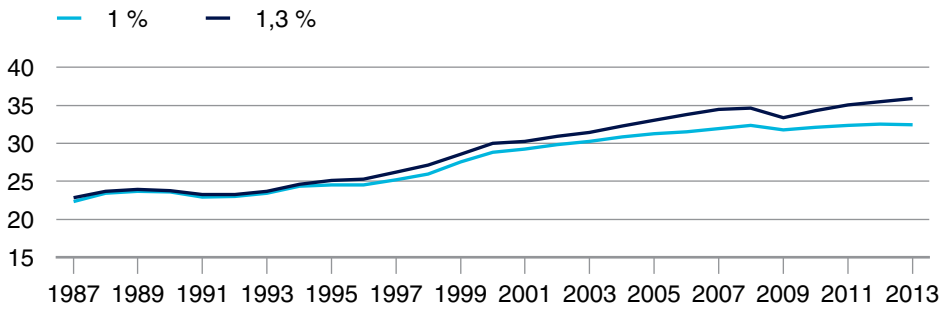
Afin de démontrer l'impact que pourrait avoir une économie montréalaise plus vigoureuse sur l'économie du Québec hors-RMR, le Conference Board du Canada a effectué une simulation qui présume une croissance annuelle moyenne de 1,3 % pour la région de Montréal (plutôt que la croissance réelle de 1 %), ce qui correspond à la croissance économique moyenne des régions métropolitaines canadiennes entre 1987 et 2013.

Comme l'indique le graphique 13 ci-dessous, si Montréal avait connu une croissance économique égale à la moyenne canadienne lors des 25 dernières années, son PIB par habitant serait plus élevé de 3 450 $, et celui du Québec hors-RMR, de 2 780 $. En vertu de l'effet locomotive de Montréal, tout le Québec serait aujourd'hui plus riche de plusieurs milliards de dollars.

Graphique 13

PIB par habitant du Québec hors-RMR, croissance annuelle moyenne réelle de 1,0 % par an et croissance annuelle simulée de 1,3 % (1987-2013)

(000 $ de 2007)



Source : Le Conference Board du Canada.

Un nécessaire changement de paradigme

Considérant ses difficultés actuelles et son importance pour l'économie du Québec, la région montréalaise devrait normalement bénéficier d'un soutien conséquent de la part du gouvernement du Québec. Ce soutien devrait, au minimum, correspondre au poids économique de Montréal pour le Québec.

Dans son étude originale sur l'effet locomotive des métropoles canadiennes, le Conference Board formulait la recommandation suivante[1]:

> « Ces analyses de convergence indiquent que le meilleur moyen d'aider les villes et les petites communautés du Canada consiste à faire du financement adéquat des villes-locomotives une priorité claire, puisque l'atteinte de leur potentiel économique aidera indirectement les petites communautés à accélérer leur propre croissance. En vertu de cette priorité politique, la part de nouveau financement attribué aux villes-locomotives ne devrait pas être fondée sur une allocation per capita, mais plutôt sur les ressources dont ces villes ont besoin pour atteindre leur plein potentiel économique. »

1 *Hub Cities,* CBdC, 2006, p. 18.

Du côté de Québec, le changement de paradigme consiste à reconnaître l'importance incontournable de la métropole pour l'économie du Québec; renoncer à l'automatisme du « mur-à-mur »; considérer la région de Montréal comme une entité économique intégrée; et adopter une stratégie qui privilégie certains secteurs prioritaires et évite le saupoudrage généralisé d'aides publiques.

Cette prescription s'applique particulièrement au cas de Montréal, dont l'effet locomotive est remarquable, quoiqu'atténué par une croissance économique trop faible. Les instances politiques de Montréal et du Québec devraient donc agir pour inverser la tendance observée au cours des dernières années.

Du côté de Québec, un changement de paradigme s'impose. Il consiste à :

- reconnaître l'importance incontournable de la métropole pour l'économie du Québec et à élaborer des politiques publiques en conséquence;
- renoncer à l'automatisme du « mur-à-mur », tant sur le plan de l'exercice de compressions en cours que sur celui de la mise en œuvre de nouveaux programmes;
- considérer la région métropolitaine de recensement de Montréal comme une entité économique intégrée, plutôt qu'un assemblage incohérent de régions administratives, notamment quand vient le temps de présenter des données économiques, des politiques de développement et des plans d'action; et
- adopter une stratégie qui privilégie l'intérêt économique supérieur du Québec en identifiant certains secteurs prioritaires et en évitant le saupoudrage généralisé d'aides publiques.

Pour leur part, les leaders politiques et économiques de Montréal devront faire leur part et faire usage des ressources existantes de manière optimale — incluant l'adoption de réformes nécessaires pour simplifier et améliorer l'efficacité de l'administration municipale. Des gains sont possibles à cet égard[2].

Par ailleurs, dans le contexte budgétaire actuel, il n'est pas réaliste pour Montréal d'espérer une nouvelle manne financière de la part du gouvernement du Québec. À court terme, Montréal devra donc faire mieux avec moins, notamment :

- en améliorant sa gestion des fonds publics;

2 Voir *Palmarès annuel des municipalités du Québec*, Centre sur la productivité et la prospérité, HEC Montréal, octobre 2013.

Montréal devra donc faire mieux avec moins, notamment en améliorant sa gestion des fonds publics; en améliorant ses infrastructures névralgiques; et en adoptant une stratégie de développement économique qui identifie certains secteurs prioritaires.

- en améliorant ses infrastructures névralgiques; et
- en adoptant une stratégie de développement économique qui identifie certains secteurs prioritaires vers lesquels seront principalement dirigées les aides publiques.

Montréal doit relever la tête et mieux jouer son rôle de moteur économique du Québec. Ce projet de relance devrait mobiliser tous les acteurs sociaux et économiques de la métropole, mais il revient à ses leaders et dirigeants de donner l'impulsion nécessaire.

Conclusion

Malgré ses forces et ses attraits indéniables, Montréal présente des carences économiques importantes quand on la compare aux autres grandes régions urbaines du Canada. La métropole québécoise est une capitale culturelle rayonnante, avec un art de vivre enviable et reconnu, mais elle ne joue plus convenablement son rôle de locomotive pour l'économie du Québec.

Cette situation est d'autant plus déplorable que la croissance de Montréal exerce une influence majeure — la deuxième en importance au Canada — sur la croissance des régions non urbaines du Québec. En raison de cette convergence, quand Montréal ralentit, c'est tout le Québec qui s'appauvrit. Aucune autre région ne possède une capacité comparable de tirer l'économie du Québec vers l'avant.

D'entrée de jeu, la présente étude pose une question simple : Montréal est-elle un boulet ou une locomotive pour le Québec? La réponse est limpide et incontestable : Montréal est une puissante locomotive qui mérite d'être soutenue et encouragée. Malheureusement, la locomotive manque d'élan.

Que faire dans les circonstances?

Il faut d'abord reconnaître l'importance incontournable de la métropole pour l'économie du Québec. Pour tous les ordres de gouvernements, la santé économique de Montréal doit devenir une priorité de chaque instant. Il s'agit d'un changement de paradigme peu banal qui implique au minimum de renoncer à l'automatisme du « mur-à-mur ».

Les dirigeants de la métropole ont aussi du pain sur la planche. Dans le contexte budgétaire actuel, en particulier, ils ne peuvent se contenter d'espérer d'improbables fonds supplémentaires en provenance de Québec.

Au-delà de la confirmation du statut de Montréal comme locomotive économique du Québec et de l'illustration de ses difficultés actuelles, la conclusion de la présente étude devrait être rassembleuse. Loin d'être prisonniers d'un jeu à somme nulle, la région de Montréal et le reste du Québec ont tout à gagner à unir leurs forces pour favoriser la croissance et la santé économiques de la métropole de tous les Québécois.

Le constat est implacable. L'analyse est rigoureuse. Le temps est venu de passer à l'action.

ANNEXE A

Bibliographie

Arcand, Alan. *The Role of Canada's Major Cities in Attracting Foreign Direct Investment,* Conference Board du Canada, 2012.

BMO Groupe financier et The Boston Consulting Group. *Créer un nouvel élan à Montréal,* février 2014.

Centre sur la productivité et la prospérité. *Palmarès annuel des municipalités du Québec,* HEC Montréal, 2014.

Conference Board du Canada. *Hub Cities,* 2006.

The Brookings Institute. *The Rise of Innovation Districts: A New Geography of Innovation in America,* 2014.

Institut du Québec

Un partenariat entre

Le Conference Board du Canada

HEC MONTRÉAL

3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
4e étage, bur. 4.311
Montréal (Québec) H3T 2A7
Tél. : 514-340-6449
institutduquebec.ca

PRIX : 00 $